

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S

125-127 avenue Victor HUGO
93300 Aubervilliers

Code AIOT : 0007406180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S implanté 125 AVENUE VICTOR HUGO 93300 Aubervilliers. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la vérification du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure N° 2025-2587 du 20 juin 2025 concernant l'absence de rétention des containers se trouvant au N° 125 avenue Victor Hugo.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S
- 125 AVENUE VICTOR HUGO 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007406180
- Régime : Autorisation
- Classement : 2640-a Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, la quantité de matière fabriquée ou utilisée étant supérieure à 2 tonnes /jour
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'un arrêté daté du 5 juillet 1955, anciennement déclarée pour l'exploitation :

- d'un atelier d'emploi de liquides inflammables de la 1ère catégorie pour la fabrication de peintures, vernis (3ème classe)
- d'un dépôt de liquides inflammables de la 1ère catégorie (3ème classe)
- et d'un atelier d'application à froid de vernis par pulvérisation (3ème classe)

Cet arrêté ne comporte pas de prescriptions techniques.

Toutefois, les arrêtés ministériels généraux du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation imposent des prescriptions techniques. Certaines d'entre elles sont prises comme référence réglementaire lors des visites d'inspection.

Le rapport d'inspection du 19/03/2010 mentionne :

- la cessation des activités de stockage des liquides inflammables ;
- une modification du classement par la rubrique 2640-a "fabrication, par extraction, synthèse, broyage et emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels sous le régime d'autorisation avec bénéfice des droits acquis.

Le site est actuellement scindé en 2 bâtiments accolés :

- Le N° 125 avenue Victor Hugo où se trouvent les containers contenant les matières premières ;
- le N° 127 avenue Victor Hugo où se trouve le stock des peintures prêtes à être vendues.

L'exploitant a réalisé une nouvelle évaluation du classement ICPE de son installation, suite à une réduction d'activité, qui conduit à un classement sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2640.b.. Le déclasserment de cette installation sous ce régime conduirait à lever l'APMED du 20 juin 2025, car les prescriptions de cet AP ne sont plus opposables à l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétention	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11 de l'Annexe II	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/09/2020, article L511.2	Sans objet
3	Rétention - Levée Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni des éléments permettant de confirmer le déclassement de son installation, passant du régime de l'autorisation, vers le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2640.b relative à la fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels. Ainsi, s'appliquent à cette installation, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

L'exploitant a fourni un document de conformité à l'arrêté du 05/12/16 sur demande de l'Inspection afin de vérifier la conformité aux prescriptions nouvellement applicables, en tenant compte de l'antériorité du site.

L'exploitant présente toujours une non-conformité concernant l'article 2.11 de l'Annexe I de l'arrêté du 05/12/16, relatif aux cuvettes de rétention des stockages, puisque l'installation en était dépourvue pour les containers présents sur l'installation.

Cependant, ce dernier **a déjà entrepris des démarches de mise sous rétention de l'ensemble du site** en cas de déversement. Il reste la mise en place des tapis obturateurs et des bacs de rétention pour les containers concernés pour janvier 2026 ; ainsi que le montage des batardeaux (barrières anti-inondation) planifié sur les deux premières semaines de février 2026. Au vu des éléments communiqués par les fournisseurs de ces installations de rétention, l'exploitant a fourni un engagement signé, à réaliser les travaux de mise en conformité avant fin février 2026.

Dans la mesure où l'exploitant s'est engagé à manipuler des quantités en deçà du seuil de la déclaration (inférieur à 2 tonnes/ jour) et demande un déclassement définitif de son installation, et au vu de l'avancée des travaux de rétention constatés par l'Inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet **d'acter le nouveau régime de déclaration sous la rubrique 2640.b**, et d'abroger l'arrêté de mise en demeure précité, dans la mesure où ce dernier s'appuie sur des prescriptions qui ne sont pas opposables aux installations soumises à déclaration sous cette rubrique.

L'Inspection alerte l'exploitant que le non-respect de ses engagements, dans le cadre de la mise en place du système rétention, fera l'objet d'une nouvelle proposition de mise en demeure et éventuellement, dans un second temps, de propositions de sanctions administratives et/ou pénales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article L511.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : Suite à la mise en demeure, l'exploitant a procédé à une nouvelle évaluation du classement de son installation au titre de la rubrique 2640 Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels. L'exploitant a transmis un rapport de bilan de classement de son installation émis par un bureau d'études daté du 31/10/25 (version 3). Le rapport confirme une utilisation de matières s'élevant à 1,2 tonne/jour. Ces éléments permettent au bureau d'études de conclure que l'installation est en réalité classée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2640-b) Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels ; la quantité de matière fabriquée ou utilisée étant supérieure ou égale à 200 kg/jour, mais inférieure à 2 tonnes/jour . Au regard des conclusions de ce rapport, l'installation est soumise à l'arrêté ministériel du

05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

L'installation est, à ce jour, connue de l'administration sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique **2640-a**), la quantité de matière fabriquée ou utilisée étant **supérieure ou égale à 2 tonnes/jour**. Ce classement a été acté par lettre préfectorale du 19/04/2010.

D'après le bilan de classement précité, l'installation serait donc susceptible de faire l'objet d'un déclassement du régime de l'autorisation vers le régime de la déclaration du fait de la réduction de son activité.

Par courrier du 21/11/25, l'exploitant a formulé une demande de déclassement définitif de son activité, en s'engageant à utiliser une quantité maximale de matière de 1,2 tonne/jour. Il a aussi accompagné son courrier par un document de conformité de son site au regard de chaque prescription de l'arrêté du 05/12/16 précité, en tenant compte de l'ancienneté de son site et des prescriptions opposables.

Au regard de la nouvelle évaluation du classement de l'installation sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2640.b) et de l'absence de demande d'aménagement vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 05/12/16 précité, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet d'acter le déclassement de l'installation, du régime de l'autorisation, vers le régime de la déclaration.

Toutefois, il convient de rappeler à l'exploitant, que, malgré le déclassement de ses activités du régime de l'autorisation vers le régime de déclaration, la procédure de cessation définitive qui s'appliquera à son installation devra être réalisée, conformément à l'article R.512-75-1, point II : "*Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.*" A savoir que le régime le plus important que l'installation a connu au cours de son existence fait foi pour la cessation d'activité, donc le régime de l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11 de l'Annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

[...]

Constats :

Suite à une nouvelle évaluation du classement de son installation (voir fiche N°1), l'exploitant a

formulé une demande de déclassement de son site sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2640.b relative à la fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, la quantité de matière fabriquée ou utilisée étant **inférieure à 2 tonnes /jour**.

A cet égard, sur demande de l'Inspection, l'exploitant a fourni un document de conformité de son site au regard de chaque prescription de l'arrêté du 05/12/16 précité, en tenant compte de l'ancienneté de son site et des prescriptions opposables.

Le document de conformité met en avant la non-conformité liée à la cuvette de rétention, point sur lequel l'exploitant est actuellement mis en demeure par arrêté préfectoral.

Durant la visite, l'exploitant a présenté les éléments de mise en conformité, dont certains avaient déjà été transmis par mél auparavant, notamment :

- la création de deux zones de rétentions étanches au rez-de-chaussée au niveau du stockage des containers de 1000 litres à l'entrée du bâtiment N° 125.

La première zone dispose d'une surface de 26 m² pour stocker 20 containers de 1000 litres. Dans ce cas le besoin est de 50% de 20 000 litres soit 10 000 litres = 10m³. Cette première zone de rétention sera située entre deux murs étanches existants et fermée par un batardeau (barrière anti-inondation) de 0,75 m de hauteur, créant ainsi un volume de rétention de 0,75 m x 26 m² = 19,5m³ pour un besoin de 10m³, soit supérieur au volume requis.

La deuxième zone dispose d'une surface de 14m² permettant de stocker 10 containers de 1000 litres. Dans ce cas le besoin est de 50% de 1 000 litres soit 5 000 litres = 5m³. Cette seconde zone de rétention est située entre deux murets de parpaings de 1 m de hauteur et fermée par un batardeau de 0,75 m de hauteur, créant ainsi un volume de rétention de 0,75 m x 14 m² = 10,5 m³ pour un besoin de 5 m³, soit supérieur au volume requis.

L'Inspection a pu constater le futur emplacement des deux zones de rétention. A ce jour, seuls les deux murs étanches existants et murets sont en place. L'exploitant a remis les devis du 02/12/25 pour l'installation des deux batardeaux, ainsi qu'une copie du mél du 08/12/25 du fournisseur confirmant la validation, mise en production et l'installation prévue sur les deux premières semaines de février 2026. Le caractère urgent de l'installation est pris en compte dans le mél.

L'Inspection alerte l'exploitant que, lors de la manipulation, les opérateurs devront veiller à remettre en place les batardeaux derrière eux. Dans la mesure où cette action est contraignante et difficile à mettre en œuvre en pratique, l'exploitant présente une autre alternative : il a prévu d'obturer définitivement tous les trous d'homme / canalisations visibles à l'intérieur du bâtiment, à l'aide de tapis obturateurs. Il a remis à l'Inspection la confirmation de commande du 03/12/25 pour 8 tapis obturateurs qui seront livrés au 31/12/25.

Dans cette configuration, l'exploitant indique que l'opérateur peut manipuler les containers sans refermer les batardeaux. Il convient, toutefois, de rappeler à l'exploitant qu'en dehors de toutes manipulations des containers, les batardeaux doivent, en toute circonstance, être mis en place pour contenir les produits liquides en cas de déversement accidentel ou d'incendie.

De plus, l'exploitant a transmis suite à la visite d'inspection, une fiche de poste de travail mentionnant les bonnes pratiques à chaque utilisation des barrières anti-inondations, ainsi que les consignes d'entretien. Ces fiches seraient d'après l'exploitant déjà affichées dans les zones de

réten-tion.

En plus de la création des zones de réten-tion, l'exploitant précise qu'en cas de déversement des containers, l'entrée du bâtiment contribue à jouer un rôle de réten-tion "naturelle", car le niveau est légèrement surélevé par rapport à l'intérieur. L'exploitant a fourni un plan démontrant une capacité de réten-tion d'un volume de 5,85 m³, calculée sur une longueur de 13 m depuis l'entrée du site, une largeur de 4,50 m et une hauteur de 20 cm.

L'Inspection demande à l'exploitant de décrire l'accès aux containers superposés, ou se trouvant dans le fond des zones de réten-tion nouvellement créées. L'exploitant prévoit de créer une troisième zone de réten-tion temporaire, à l'entrée du site, dans laquelle seront déposés les containers nécessitant d'être déplacés depuis les deux zones de réten-tion précitées, pour faciliter l'accès aux containers d'intérêt. Les containers déplacés dans cette zone temporaire seront remis à leur place dans l'immédiat. L'exploitant a commandé des bacs de réten-tion en date du 03/12/25 pour cette zone de réten-tion temporaire qui arrivent fin janvier 2026, malgré la mention d'une livraison urgente sur le bon de commande.

Il est à noter que l'arrêté ministériel du 05/12/16 ne prévoit pas de prescriptions relatives à la réten-tion des eaux d'extinction incendie. Cependant, l'exploitant a engagé des travaux de mise en place de deux obturateurs d'égouts afin d'éviter tout déversement dans le réseau de la ville en cas de sinistre. L'exploitant a fourni la facture liée à la réalisation de ces travaux. L'Inspection a constaté la présence du dispositif de déclenchement manuel des obturateurs à l'entrée du bâtiment.

Enfin au niveau de l'étage, l'Inspection constate trois containers posés sur des palettes, sans réten-tion. L'exploitant confirme que la commande des bacs de réten-tion évoquée plus haut inclue le besoin pour ces derniers.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni un engagement de réaliser tous les travaux de conformité liés à la mise en place des réten-tions pour la date butoir de fin février 2026.

L'Inspection réalisera une visite de contrôle au premier semestre 2026 afin de vérifier tous ces points.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de mettre en place dès réception des matériels :

- au rez-de-chaussée : les deux batardeaux, les bacs de réten-tion et les tapis obturateurs ;
- à l'étage : les bacs de réten-tion manquants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rétention - Levée Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/06/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Levée de mise en demeure suite à déclassement
Prescription contrôlée : La société LAGAE Peintures S.A.S sise 125, avenue Victor Hugo à Aubervilliers (93300) exploitant un atelier de fabrication de peintures, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 25 (capacité de rétention) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : - en fournissant un plan clair des réseaux faisant apparaître toutes les évacuations, les vannes et les dispositifs d'obturation ; - en mettant en place une rétention conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, soit locale, soit déportée.
Constats : L'Inspection a procédé à l'étude des documents transmis par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• le bilan de classement daté du 31/10/25 (v3);• le courrier de demande de déclassement définitif de son activité, du régime de l'autorisation vers le régime de déclaration; avec un engagement de réduire son activité et limiter la quantité maximale de matière utilisée sur site à 1,2 tonnes /jour;• le document de conformité à l'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2640.b. ;• un plan des réseaux comportant les dispositifs d'obturation évoqués dans la fiche de constats N°2 ; Suite à l'analyse de ces documents, il est proposé à Monsieur le Préfet d'acter le nouveau régime de déclaration sous la rubrique 2640.b (voir fiche de constats n°1). Au regard du déclassement de l'installation et dans la mesure où l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/06/25 s'appuie sur des prescriptions qui ne sont pas opposables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2640.b., il convient de proposer la levée de cet arrêté préfectoral de mise en demeure. Considérant les démarches entreprises par l'exploitant pour mettre en place des systèmes de rétention sur le site pour contenir les produits liquides susceptibles de créer une pollution en cas de déversement, dont la fin de la mise en place des mesures est prévue fin février, l'Inspection informe l'exploitant qu'elle réalisera une nouvelle visite d'inspection au cours du premier semestre 2026 et que le non-respect de ses engagements, dans le cadre de la mise en place du système rétention, fera l'objet d'une nouvelle proposition de mise en demeure et éventuellement, dans un second temps, de propositions de sanctions administratives et/ou pénales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure